

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### MINISTERE DES CLASSES MOYENNES

F. 93 — 2276

25 JUNI 1993. — Loi sur l'exercice d'activités ambulantes  
et l'organisation des marchés publics (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup> De l'exercice d'activités ambulantes

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par :

- 1<sup>o</sup> produits : les biens meubles corporels;
- 2<sup>o</sup> consommateur : toute personne physique ou morale qui acquiert ou utilise à des fins excluant tout caractère professionnel des produits ou des services mis sur le marché;
- 3<sup>o</sup> services : toutes prestations qui constituent un acte de commerce ou une activité artisanale visée par la loi du 18 mars 1965 sur le registre de l'artisanat;
- 4<sup>o</sup> marché public : l'endroit sur le domaine public créé et organisé par la commune pour rassembler des personnes vendant des produits et services aux temps et lieux que la commune détermine;
- 5<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions.

La présente loi ne s'applique pas aux valeurs mobilières et autres instruments financiers visés par la législation relative aux opérations financières et aux marchés financiers.

**Art. 2.** Est considérée comme activité ambulante toute vente, offre en vente ou exposition en vue de la vente de produits au consommateur, effectuée par un commerçant en dehors des établissements mentionnés dans son immatriculation au registre du commerce ou par une personne ne disposant pas d'un établissement de ce genre.

Le Roi peut réputer activités ambulantes les services qu'il détermine en vue de les soumettre aux dispositions de la présente loi.

**Art. 3.** L'exercice des activités ambulantes sur le territoire du Royaume est subordonné à l'autorisation préalable du Ministre ou du fonctionnaire de niveau 1 délégué par lui. Cette autorisation est temporaire, personnelle et incessible.

Elle est exigée :

- 1<sup>o</sup> des personnes physiques qui exercent une activité ambulante pour leur propre compte;
- 2<sup>o</sup> de leur conjoint et de leurs parents ou alliés aux premier et deuxième degrés, qui les assistent ou les remplacent dans l'exercice de leur activité sans leur être liés par un contrat de travail;
- 3<sup>o</sup> des personnes physiques chargées de la gestion journalière des personnes morales exerçant une activité ambulante;

(1) Session ordinaire 1990-1991.

Document parlementaire. — Projet de loi, n<sup>o</sup> 14/7/1.

Session extraordinaire 1991-1992.

Documents parlementaires. — Document paru antérieurement, n<sup>o</sup> 305-1. — Rapport, n<sup>o</sup> 305-2 du 21 janvier 1993 de M. Beerden. — Amendement, n<sup>o</sup> 305-3.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 3 mars 1993.

Session ordinaire 1992-1993.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat, n<sup>o</sup> 931-1. — Amendements, n<sup>os</sup> 931-2 et 931-3. — Rapport, n<sup>o</sup> 931-4 du 27 mai 1993 de Mme Nelis-Van Liedekerke.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 2 juin 1993. — Adoption. Séance du 3 juin 1993.

### MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

N. 93 — 2276

25 JUNI 1993

Wet betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten  
en de organisatie van openbare markten (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen  
volgt :

#### HOOFDSTUK I De uitoefening van ambulante activiteiten

**Artikel 1.** Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

- 1<sup>o</sup> produkten : lichamelijke roerende zaken;
- 2<sup>o</sup> consument : iedere natuurlijke of rechtspersoon die uitsluitend voor niet-beroepsmatige doeleinden, op de markt gebrachte produkten of diensten verwerft of gebruikt;
- 3<sup>o</sup> diensten : alle prestaties die een daad van koophandel uitmaken of een ambachtsactiviteit bedoeld in de wet van 18 maart 1965 op het ambachtsregister;
- 4<sup>o</sup> openbare markt : de plaats op het openbaar domein die door de gemeente wordt ingericht en georganiseerd om personen samen te brengen die produkten of diensten op de door de gemeente vastgestelde tijdstippen en plaatsen verkopen;
- 5<sup>o</sup> de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de Middenstand behoort.

Deze wet is niet van toepassing op effecten en andere financiële instrumenten bedoeld in de wetgeving betreffende de financiële transacties en de financiële markten.

**Art. 2.** Als ambulante activiteit wordt beschouwd elke verkoop, te koop aanbieding of uitstalling met het oog op de verkoop van produkten aan de consument, door een handelaar buiten de vestigingen vermeld in zijn inschrijving in het handelsregister of door een persoon die niet over een dergelijke vestiging beschikt.

De Koning kan de door Hem te bepalen diensten als ambulante activiteit aanmerken om ze te onderwerpen aan de bepalingen van deze wet.

**Art. 3.** De uitoefening van de ambulante activiteiten op het grondgebied van het Koninkrijk is onderworpen aan de voorafgaande machtiging van de Minister of van de door hem gedelegeerde ambtenaar van niveau 1. Deze machtiging is tijdelijk, persoonlijk en niet overdraagbaar.

Ze wordt vereist van :

- 1<sup>o</sup> de natuurlijke personen die voor eigen rekening een ambulante activiteit uitoefenen;
- 2<sup>o</sup> hun echtgenoot of echtgenote en bloed- of aanverwanten in de eerste of tweede graad, die hen in de uitoefening van hun activiteit bijstaan of vervangen, zonder met hen te zijn verbonden door een arbeidsovereenkomst;
- 3<sup>o</sup> de natuurlijke personen belast met het dagelijks bestuur van de rechtspersonen die een ambulante activiteit uitoefenen;

(1) Gewone zitting 1990-1991.

Parlementair bescheid. — Wetsontwerp nr. 14/7/1.

Buitengewone zitting 1991-1992.

Parlementaire bescheiden. — Eerder verschenen bescheid, nr. 305-1. — Verslag, nr. 305-2 van 21 januari 1993 van de heer Beerden. — Amendementen, nr. 305-3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 3 maart 1993.

Gewone zitting 1992-1993.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp voorgelegd door de Senaat, nr. 931-1. — Amendementen, nrs. 931-2 en 931-3. — Verslag, nr. 931-4 van 27 mei 1993 van Mevr. Nelis-Van Liedekerke.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 2 juni 1993. — Aanneming. Vergadering van 3 juni 1993.

4° des associés actifs des sociétés exerçant une activité ambulante;

5° des salariés qui travaillent pour le compte d'une personne, physique ou morale, exerçant une activité ambulante. Leur nombre est limité à six lorsque cette activité est exercée sur les marchés publics. A titre transitoire, les salariés travaillant pour un employeur à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi peuvent continuer à exercer leur activité pour cet employeur sur les marchés publics, même si leur nombre dépasse six. Ils pourront obtenir le renouvellement de leur autorisation.

Dans le cadre de la procédure de demande d'autorisation, le Ministre des Classes moyennes est tenu d'informer le demandeur de l'état d'avancement du dossier, dans un délai de trois mois à dater de l'introduction de la demande.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Les activités ambulantes qui s'exercent en dehors des marchés publics, ou de la voie publique ou du domicile du consommateur sont interdites.

Le Roi peut déroger à ces interdictions aux conditions qu'il détermine.

§ 2. Dans la mesure où ils ne tombent pas sous l'application de l'article 1<sup>er</sup>, premier alinéa, 4°, sont assimilés à la voie publique pour l'application de la présente loi, les parkings situés sur la voie publique, les galeries commerciales, les halls de gares, d'aéroports et de métro, les emplacements dans les kermesses et les fêtes foraines.

**Art. 5.** Ne sont pas soumises aux dispositions de la présente loi :

1° les ventes sans caractère commercial et à but exclusivement philanthropique ainsi que les ventes occasionnelles de biens appartenant au vendeur, aux conditions fixées par le Roi;

2° les ventes effectuées dans le cadre des salons, foires commerciales ou agricoles et expositions artistiques et les manifestations occasionnelles organisées sur la voie publique par les autorités communales ou avec leur accord et groupant des commerçants sédentaires locaux dans le but de stimuler le commerce local, aux conditions fixées par le Roi;

3° la vente des journaux et périodiques, ainsi que la conclusion d'abonnement à des journaux pour autant qu'il s'agisse de la desserte régulière d'une clientèle fixe et locale, les ventes par correspondance et les ventes effectuées par distributeurs automatiques;

4° la vente de produits alimentaires par des commerçants ou leurs préposés desservant régulièrement une clientèle fixe au moyen de magasins ambulants;

5° la vente effectuée par un commerçant établi, sur la voie publique, devant son magasin, pour autant que l'échoppe ou l'étal puissent être considérés comme le prolongement normal de l'établissement et que les objets ou marchandises exposés soient de même nature que ceux mis en vente à l'intérieur;

6° les ventes publiques effectuées avec l'assistance des officiers ministériels et les ventes effectuées en exécution d'une décision judiciaire et aux endroits désignés par le juge;

7° la vente de produits indigènes de l'agriculture, de l'horticulture, de la floriculture, de l'élevage, pour autant qu'ils sont vendus directement sur les lieux mêmes de la production par le producteur, le cultivateur ou l'éleveur; celle de produits indigènes de la chasse et de la pêche pour autant qu'ils sont vendus directement et à son domicile par le chasseur ou le pêcheur;

8° les ventes et les prestations de services réalisées au domicile du consommateur, à condition :

a) qu'elles soient réalisées par un commerçant ou un artisan établi immatriculé respectivement au registre du commerce ou de l'artisanat pour autant que son activité ne consiste pas à contacter de façon systématique et massive les particuliers pour leur proposer la vente de ses produits et services;

b) que la vente porte sur un produit ou un service pour lequel le consommateur a demandé de façon préalable et exprime la visite du vendeur en vue de négocier l'achat de ce produit ou service. Ne constitue pas une demande préalable, l'accord donné par le consommateur à une offre de visite proposée téléphoniquement par le vendeur;

9° les autres activités déterminées par le Roi et aux conditions fixées par Lui.

**Art. 6. Le Roi détermine :**

1° les produits qui ne peuvent faire l'objet d'une activité ambulante en tenant compte de l'évolution des produits, des techniques de vente et des législations en vigueur dans les autres pays de la Communauté européenne; Il peut limiter l'autorisation délivrée à certains produits ou catégories de produits;

4° de werkende vennoten van de vennootschappen die een ambulante activiteit uitoefenen;

5° de werknemers die werken voor rekening van een natuurlijke of rechtspersoon die een ambulante activiteit uitoefent. Hun aantal wordt beperkt tot zes indien deze activiteit wordt uitgeoefend op de openbare markten. Bij overgangsmaatregel kunnen de werknemers die op de datum van inwerkingtreding van deze wet voor één werkgever werken, hun activiteit voor deze werkgever verder uitoefenen op de openbare markten, zelfs indien er meer dan zes zijn. Zij kunnen een hernieuwing verkrijgen van hun machtiging.

In het kader van de procedure tot aanvraag van machtiging is de Minister van Middenstand gehouden de aanvrager op de hoogte te houden omtrent de stand van het dossier, binnen een termijn van drie maanden vanaf de datum van de aanvraag.

**Art. 4. § 1.** De ambulante activiteiten die niet worden uitgeoefend op de openbare markten, of op de openbare weg of ten huize van de consument, zijn verboden.

De Koning kan van deze verbodsbepalingen afwijken onder de voorwaarden die Hij bepaalt.

§ 2. Voor zover zij niet onder de toepassing van artikel 1, eerste lid, 4°, vallen, worden voor de toepassing van deze wet met de openbare weg gelijkgesteld, de parkeerplaatsen gelegen op de openbare weg, de winkelgalerijen, de stations-, luchthaven- en metrohallen, de verkoopplaatsen op kermessen en jaarmarkten.

**Art. 5.** Aan de bepalingen van deze wet zijn niet onderworpen :

1° de verkopen zonder handelskarakter en met een uitsluitend menslievend doel, alsook de occasionele verkopen van goederen die de verkoper toebehoren, onder de door de Koning bepaalde voorwaarden;

2° de verkopen in het kader van salons, handels- of landbouwbeurzen en kunsttentoonstellingen alsook de occasionele manifestaties van de plaatselijke handelaars, georganiseerd op de openbare weg door de gemeenteverheid of met haar toestemming, en die tot doel hebben de lokale handel te bevorderen, onder de door de Koning bepaalde voorwaarden;

3° de verkoop van kranten en tijdschriften, evenals het zich abonneren op kranten in de mate dat het de regelmatige bediening van een vaste en lokale clientèle betreft, de postorderverkopen en de verkopen door middel van automaten;

4° de verkoop van levensmiddelen door handelaars of hun aangestelden die door middel van ambulante winkels geregeid een vaste clientèle bedienen;

5° de verkoop door een gevestigd handelaar op de openbare weg, voor zijn winkel, voor zover het kraam of stalletje kan worden aangezien als het normale verlengstuk van de vestiging en de erin uitgestalde voorwerpen of goederen van dezelfde aard zijn als die welke binnen te koop worden gesteld;

6° de openbare verkopen met de bijstand van ministeriële ambtenaren en de verkopen die plaatshebben ter uitvoering van een gerechtelijke beslissing en op plaatsen aangeduid door de rechter;

7° de verkoop van binnenlandse produkten afkomstig van de landbouw, de tuinbouw, de bloementeel, de veefokkerij, voor zover ze rechtstreeks door de producent, de landbouwer of de veefokker op de plaatsen van de produktie verkocht worden; de verkoop van binnenlandse produkten afkomstig van de jacht en de visvangst, voor zover ze rechtstreeks ten huize van de jager of de visser verkocht worden;

8° de verkopen en de dienstverleningen, die ten huize van de consument plaatsvinden, op voorwaarde :

a) dat ze verricht worden door een gevestigd handelaar of ambachtsman ingeschreven respectievelijk in het handelsregister of in het ambachtsregister, indien de activiteit er niet in bestaat systematisch en op grote schaal contact op te nemen met particulieren om hen de verkoop van deze produkten of diensten aan te bieden;

b) dat het de verkoop van een produkt of van een dienst betreft, waarvoor de consument voorafgaand en uitdrukkelijk het bezoek van de verkoper gevraagd heeft om te onderhandelen over de verkoop van het produkt of de dienst. De aanvraag door de consument van een bezoeksaanbod, dat telefonisch geformuleerd wordt door de verkoper, wordt niet als een voorafgaande aanvraag beschouwd;

9° de andere door de Koning bepaalde activiteiten en onder de door Hem bepaalde voorwaarden.

**Art. 6. De Koning bepaalt :**

1° de produkten die het voorwerp niet mogen uitmaken van een ambulante activiteit, rekening houdend met de nieuwe ontwikkelingen op het vlak van de produkten, de verkoopstechnieken en de wetgevingen die van kracht zijn in de andere E.G.-landen; Hij kan de machtiging beperken tot bepaalde produkten of categorieën van produkten;

2° les conditions que doivent remplir les titulaires d'autorisation.

Il peut, pour l'application de la présente loi, limiter le nombre d'autorisations accordées à des personnes visées à l'article 3, deuxième alinéa, 3° et 4°, travaillant pour une même entreprise. Il peut soumettre l'exercice des activités ambulantes à des restrictions de temps et de lieu.

Art. 7. Le Roi arrête les formalités et les taxes auxquelles sont soumis l'introduction de la demande, la délivrance et le renouvellement de l'autorisation d'exercer l'activité ambulante. Il fixe la durée de validité de l'autorisation et les modalités de contrôle de l'exercice de cette activité.

#### CHAPITRE II. — De l'organisation des marchés publics

Art. 8. § 1<sup>er</sup>. L'organisation des marchés publics est déterminée par un règlement communal.

§ 2. Le Roi détermine les conditions d'attribution et d'occupation des emplacements sur les marchés publics et leurs modes de paiement. Il fixe les modalités de contrôle de l'organisation des marchés.

§ 3. Le règlement ne peut créer entre les titulaires d'autorisations d'autres distinctions que celles qui résultent de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution ou de la spécialisation des emplacements en fonction des produits vendus.

Art. 9. § 1<sup>er</sup>. Les emplacements sur les marchés publics sont attribués aux titulaires d'autorisation mentionnés à l'article 3, deuxième alinéa, 1° et 3°, de la présente loi.

Ils peuvent l'être également aux personnes qui réalisent des ventes à but philanthropique visées à l'article 5, 1°.

§ 2. Sauf dans les cas déterminés par le Roi, toute cession ou sous-location des emplacements est interdite.

Art. 10. § 1<sup>er</sup>. Les autorités communales communiquent au Ministre, dans les six mois de l'entrée en vigueur de la présente loi, la liste et le règlement des marchés publics organisés sur leur territoire.

Les règlements organisant de nouveaux marchés publics sont communiqués dans le mois de leur adoption.

Les modifications à la liste et aux règlements des marchés sont communiquées dans le même délai.

§ 2. La liste des marchés mentionne, pour chacun d'eux :

- ses lieux, jours et heures;
- le nombre global d'emplacements;
- ses spécialisations éventuelles.

#### CHAPITRE III. — Dispositions de contrôle et pénales

Art. 11. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, sont qualifiés à l'effet de rechercher et de constater les infractions aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, les agents judiciaires près les parquets, la gendarmerie, les agents de la police communale ainsi que les agents désignés par le Roi à cet effet.

En cas d'infraction, ils dressent procès-verbal qui fait foi jusqu'à preuve du contraire. Copie de ce procès-verbal est adressée au contrevenant dans les trente jours.

§ 2. Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents visés au § 1<sup>er</sup> :

1° ont libre accès aux marchés et aux lieux accessibles au public et peuvent visiter les véhicules transportant les produits;

2° peuvent faire toutes les constatations utiles, se faire produire, sur première réquisition et sans déplacement, les documents, pièces ou livres nécessaires à leurs recherches et constatations et en prendre copie;

3° ont le droit de se faire indiquer la provenance des produits et de se faire fournir le matériel ou de se faire communiquer tous les renseignements nécessaires à l'accomplissement de leur mission;

4° s'ils ont des raisons de croire à l'existence d'une infraction, ils peuvent pénétrer dans les habitations privées avec l'autorisation préalable du juge ou tribunal de police; les visites dans les habitations privées doivent s'effectuer entre cinq et vingt et une heures et être faites conjointement par deux officiers ou agents au moins.

§ 3. Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents visés au § 1<sup>er</sup> peuvent requérir l'assistance de la police communale ou de la gendarmerie.

2° de de voorwaarden waaraan de houders van een machtiging moeten voldoen.

Voor de toepassing van deze wet kan Hij het aantal machtigingen van personen bedoeld in artikel 3, tweede lid, 3° en 4°, die voor eenzelfde onderneming werken, beperken. Hij kan aan de uitoefening van de ambulante activiteiten beperkingen in tijd en plaats opleggen.

Art. 7. De Koning bepaalt de formaliteit en de taksen waaraan de indiening van de aanvraag, de afgifte en de hernieuwing van de machtiging tot het uitoefenen van een ambulante activiteit zijn onderworpen. Hij stelt de geldigheidsduur van de machtiging vast alsook de wijze van controle op de uitoefening van deze activiteit.

#### HOOFDSTUK II. — De organisatie van de openbare markten

Art. 8. § 1. De organisatie van de openbare markten wordt geregeld bij gemeentereglement.

§ 2. De Koning bepaalt de voorwaarden voor het toewijzen en innemen van de standplaatsen op de openbare markten alsook de betalingswijze. Hij stelt de wijze van controle op de organisatie van de markten vast.

§ 3. Door het reglement mag tussen de houders van een machtiging geen ander onderscheid gemaakt worden dan deze die voortvloeien uit deze wet en haar uitvoeringsbesluiten of uit de indeling van de standplaatsen naargelang van de verkochte produkten.

Art. 9. § 1. De standplaatsen op de openbare markten worden aan de in artikel 3, tweede lid, 1° en 3°, van deze wet vermelde houders van een machtiging toegewezen.

Ze kunnen ook worden toegewezen aan de personen die de in artikel 5, 1°, bedoelde verkopen met een menslievend doel tot stand brengen.

§ 2. Behalve in de gevallen vastgesteld door de Koning, is elke overdracht of onderverhuur van standplaatsen verboden.

Art. 10. § 1. De gemeenteoverheid deelt binnen zes maanden na de inwerkingtreding van deze wet, aan de Minister de lijst en het reglement van de openbare markten mede, die op haar grondgebied worden georganiseerd.

De reglementen betreffende de organisatie van nieuwe openbare markten worden medegedeeld binnen een maand na hun goedkeuring.

De wijzigingen aan de lijst en aan het reglement van de markten worden binnen diezelfde termijn medegedeeld.

§ 2. De lijst van de markten vermeldt voor elke markt :

- de plaatsen, dagen en uren ervan;
- het totale aantal standplaatsen;
- in voorkomend geval, de specialisaties ervan.

#### HOOFDSTUK III. — Controle- en strafbepalingen

Art. 11. § 1. Onverminderd de ambtsbevoegdheid van de officieren van gerechtelijke politie, wordt overtreding van deze wet en van de ter uitvoering ervan genomen besluiten opgespoord en vastgesteld door de gerechtelijke agenten bij de parketten, de rijkswacht, de gemeentelijke politie alsmede de door de Koning hiertoe aangeverzen ambtenaren.

Bij overtreding maken zij proces-verbaal op, dat bewijskracht heeft tot het tegendeel is bewezen. Een afschrift van dit proces-verbaal wordt aan de overtreder gestuurd binnen dertig dagen.

§ 2. De in § 1 bedoelde ambtenaren, in de uitoefening van hun ambt :

1° hebben vrije toegang tot de markten en tot de voor het publiek toegankelijke plaatsen en mogen de voertuigen waarmee de produkten worden vervoerd, onderzoeken;

2° mogen alle dienstige vaststellingen doen, zich op eerste verordening ter plaatse de documenten, stukken of boeken die zij voor hun opsporingen en vaststellingen nodig hebben, doen overleggen en daarvan afschrift nemen;

3° hebben het recht zich de herkomst van de produkten te doen meedelen en zich het materiaal te doen overleggen of zich alle noodzakelijke inlichtingen te doen verstrekken die nodig zijn voor het volbrengen van hun opdracht;

4° indien zij redenen hebben te geloven in het bestaan van een overtreding, kunnen zij in privé-woningen binnengaan met voorafgaande machtiging van de rechter in de politierechtbank; het binnengaan in privé-woningen moet tussen vijf en éénentwintig uur en door minstens twee officieren of agenten geschieden.

§ 3. In de uitoefening van hun ambt kunnen de in § 1 bedoelde ambtenaren de bijstand van de gemeentelijke politie of van de rijkswacht vorderen.

**Art. 12.** Le ministère public, au vu des procès-verbaux dressés en exécution de l'article 11, § 1<sup>er</sup>, peut ordonner la saisie des produits faisant l'objet de l'infraction et du matériel qui a servi à la commettre.

Les agents chargés du contrôle, lorsqu'ils constatent qu'une activité ambulante est exercée sans autorisation, peuvent procéder à titre conservatoire à la saisie des produits et du matériel faisant l'objet de l'infraction ou qui ont servi à la commettre. Cette saisie devra être confirmée par le ministère public dans un délai qui ne peut excéder quinze jours, conformément aux dispositions du premier alinéa.

La personne entre les mains de laquelle ces biens sont saisis, peut en être constituée gardien judiciaire. La saisie est levée de plein droit par le jugement mettant fin aux poursuites, lorsque ce jugement est passé en force de chose jugée ou par le classement sans suite.

Le ministère public peut donner mainlevée à la saisie qu'il a ordonnée ou confirmée, si le contrevenant renonce à vendre les marchandises ou à utiliser le matériel dans les conditions ayant donné lieu aux poursuites; cette renonciation n'implique aucune reconnaissance du bien-fondé des poursuites.

**Art. 13. § 1<sup>er</sup>.** Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 26 à 1 000 francs ou d'une de ces peines seulement :

1<sup>o</sup> ceux qui exercent une activité ambulante sans en avoir obtenu préalablement l'autorisation ou qui poursuivent cette activité après que l'autorisation leur en a été retirée;

2<sup>o</sup> ceux qui emploient des salariés ou des aidants non titulaires de l'autorisation requise;

3<sup>o</sup> ceux qui n'observent pas les conditions et les interdictions auxquelles est soumis l'exercice des activités ambulantes ou celles qui sont mentionnées dans leur autorisation et ceux qui contreviennent aux dispositions des arrêtés pris en exécution de la présente loi;

4<sup>o</sup> ceux qui mettent obstacle à la mission des officiers et agents chargés du contrôle de l'activité ambulante, qui refusent d'indiquer la provenance des produits ou de communiquer les renseignements ou documents visés à l'article 11, § 2, ou qui fournissent volontairement des renseignements ou documents inexacts ou incomplets;

5<sup>o</sup> ceux qui occupent des emplacements sur les marchés publics en violation des prescriptions du chapitre II de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution;

6<sup>o</sup> les agents et les particuliers, délégués par les autorités communales, qui attribuent des emplacements sur les marchés publics en vue de l'exercice d'une activité ambulante, à des personnes autres que celles visées à l'article 9, § 1<sup>er</sup>;

7<sup>o</sup> les personnes qui ont en charge l'organisation ou la gestion des marchés et qui ne respectent pas les dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

§ 2. En cas de condamnation consécutive à une activité ambulante pratiquée sans autorisation, le tribunal peut prononcer la confiscation spéciale des biens formant l'objet de l'infraction ou qui ont servi à la commettre.

Toutes les dispositions du livre I<sup>er</sup> du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions énumérées au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Les agents commissionnés à cette fin par le Ministre peuvent, au vu des procès-verbaux constatant une infraction définie au § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup>, et dressés par les agents visés à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, proposer aux contrevenants le paiement d'une somme qui éteint l'action publique.

Les tarifs ainsi que les modalités de paiement et de perception sont fixés par le Roi.

**Art. 14.** Le Ministre peut retirer l'autorisation d'exercer l'activité ambulante :

1<sup>o</sup> à ceux qui l'ont obtenue par des manœuvres frauduleuses;

2<sup>o</sup> à ceux qui, pour obtenir un emplacement sur les marchés publics, contreviennent aux dispositions du chapitre II de la présente loi et à ses arrêtés d'exécution;

3<sup>o</sup> à ceux qui, dans l'exercice de leur activité ambulante, ne respectent pas les conditions et les interdictions imposées par la présente loi et ses arrêtés d'exécution ou qui exercent l'activité ambulante par l'intermédiaire de personnes, visées à l'article 3, deuxième alinéa, 2<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, de cette loi, lorsqu'elles violent les mêmes prescriptions;

4<sup>o</sup> à ceux qui contreviennent aux prescriptions légales et réglementaires qui régissent l'activité commerciale ou qui exercent l'activité ambulante par l'intermédiaire de personnes visées à l'article 3, deuxième alinéa, 2<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, de cette loi, lorsqu'elles violent les mêmes prescriptions;

**Art. 12.** Op vertoon van de processen-verbaal opgemaakt op grond van artikel 11, § 1, kan het openbaar ministerie het beslag bevelen van de produkten die het voorwerp uitmaken van de overtreding en van het materiaal dat gediend heeft om de overtreding te begaan.

Wanneer de met de controle belaste ambtenaren vaststellen dat een ambulante activiteit zonder machtiging uitgeoefend wordt, kunnen zij bewarend beslag leggen op de produkten en het materiaal die het voorwerp van de overtreding uitmaken of gediend hebben om de overtreding te begaan. Dit beslag moet worden bevestigd door het openbaar ministerie binnen een termijn van niet meer dan vijftien dagen, overeenkomstig de bepalingen van het eerste lid.

De personen in wiens handen beslag is gelegd op deze goederen kan als de gerechtelijk bewaarder ervan worden aangesteld. Het beslag wordt van rechtswege opgeheven door het vonnis waarbij aan de vervolgingen een einde wordt gemaakt, zodra dit vonnis in kracht van gewijsde is gegaan, of door seponering van de zaak.

Het openbaar ministerie kan het beslag dat het bevelen of bevestigt heeft, opheffen als de overtreder ervan afziet de produkten te verkopen of het materiaal te gebruiken onder de voorwaarden die aanleiding hebben gegeven tot de vervolgingen; dit houdt niet in dat de overtreder de gegrondheid van de vervolgingen erkent.

**Art. 13. § 1.** Met gevangenisstraf van acht dagen tot drie jaar en met geldboete van 26 tot 1 000 frank of met één van deze straffen alleen worden gestraft :

1<sup>o</sup> zij die een ambulante activiteit uitoefenen zonder voorafgaande machtiging of deze activiteit voortzetten nadat hun machtiging is ingetrokken;

2<sup>o</sup> zij die werknemers of helpers tewerkstellen die de vereiste machtiging niet bezitten;

3<sup>o</sup> zij die zich niet houden aan de voorwaarden en de verbodsbepalingen waaraan de uitoefening van de ambulante activiteiten onderworpen is of aan de in hun machtiging vermelde voorwaarden, alsmede zij die de bepalingen van de uitvoeringsbesluiten van deze wet overtreden;

4<sup>o</sup> zij die de officieren en agenten belast met de controle op de ambulante werkzaamheid verhinderen hun opdracht te volbrengen, die weigeren de herkomst van de produkten op te geven of de in artikel 11, § 2, bedoelde inlichtingen of documenten te verstrekken of die met opzet onjuiste of onvolledige inlichtingen of documenten verstrekken;

5<sup>o</sup> zij die de standplaatsen op de openbare markten innemen en daarbij de bepalingen van hoofdstuk II van deze wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan schenden;

6<sup>o</sup> de door de gemeenteverheid gemachtigde ambtenaren en particulieren die aan andere dan de in artikel 9, § 1, bedoelde personen standplaatsen op de openbare markten toewijzen voor het uitoefenen van een ambulante activiteit;

7<sup>o</sup> de personen die belast zijn met de organisatie of met het beheer van de markten en die de bepalingen van deze wet en van de uitvoeringsbesluiten ervan niet naleven.

§ 1. Bij veroordeling wegens het uitoefenen van een ambulante activiteit zonder machtiging kan de rechtbank de bijzondere verbeurdverklaring uitspreken van de goederen die het voorwerp van de overtreding uitmaken of die gediend hebben om de overtreding te begaan.

Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de in § 1 opgesomde overtredingen.

§ 3. De hiertoe door de Minister aangestelde ambtenaren kunnen, na inzage van de processen-verbaal waarin een in § 1, 1<sup>o</sup> tot 5<sup>o</sup>, bedoelde overtreding wordt vastgesteld, en die opgemaakt zijn door de in artikel 11, § 1, bedoelde ambtenaren, aan de overtreeders een som voorstellen waarvan de betaling de strafvordering doet vervallen.

De Koning stelt de tarieven vast alsmede de wijze van betaling en inning.

**Art. 14.** De Minister kan de machtiging tot het uitoefenen van de ambulante activiteit intrekken :

1<sup>o</sup> van degenen die ze door listige kunstgrepen verkregen hebben;

2<sup>o</sup> van degenen die de bepalingen van hoofdstuk II van deze wet en van de uitvoeringsbesluiten overtreden om op de openbare markten een standplaats te verkrijgen;

3<sup>o</sup> van degenen die zich bij het uitoefenen van hun ambulante activiteit niet houden aan de voorwaarden en de verbodsbepalingen opgelegd door deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan of die een ambulante activiteit uitoefenen via in artikel 3, tweede lid, 2<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup>, van deze wet bedoelde personen, wanneer dezen dezelfde voorschriften schenden;

4<sup>o</sup> van degenen die de wetten en verordeningen die de handelsactiviteit regelen, overtreden of die een ambulante activiteit uitoefenen via in artikel 3, tweede lid, 2<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup>, van deze wet bedoelde personen, wanneer die dezelfde voorschriften overtreden;

5° à ceux qui ont encouru une condamnation pénale en rapport avec ou à l'occasion de l'exercice de leur commerce.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions finales

**Art. 15.** Les autorisations d'exercer l'activité ambulante, déjà accordées et en cours de validité à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, restent valables, pour les modes d'activité et les produits indiqués, jusqu'à leur date d'expiration.

Celles délivrées à des personnes physiques pourront être renouvelées, à la demande de leur détenteur, pour autant qu'il conserve le même statut et que l'activité ait été exercée sans interruption.

Celles délivrées à une personne morale pourront, à leur terme, être octroyées aux personnes physiques qui étaient responsables de la gestion journalière à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, pour autant que l'entreprise n'a pas interrompu son activité. Elles pourront être renouvelées, à la demande de leur détenteur, s'il continue d'exercer la même fonction auprès de la même personne morale.

**Art. 16.** Les règlements communaux créant et organisant les marchés publics devront être adaptés aux dispositions de la présente loi, dans un délai d'un an après sa date d'entrée en vigueur.

Les abonnements délivrés, conformément aux dispositions des règlements communaux existants, avant l'entrée en vigueur de la présente loi restent valables jusqu'à leur date d'expiration.

**Art. 17.** Le Roi exerce les pouvoirs à Lui conférés par les dispositions du chapitre 1<sup>er</sup>, articles 1<sup>er</sup> à 6, et du chapitre II de la présente loi sur la proposition conjointe respectivement des Ministres qui ont les Classes moyennes et les Affaires économiques dans leurs attributions et des Ministres qui ont les Classes moyennes et l'Intérieur dans leurs attributions.

**Art. 18.** Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi et celle de l'abrogation de la loi du 13 août 1986 relative à l'exercice des activités ambulantes.

Les arrêtés royaux pris en vertu de la loi précitée restent d'application tant qu'ils n'ont pas été modifiés ou abrogés en vertu de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 1993.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises  
et de l'Agriculture,

**A. BOURGEOIS**

Scellé du sceau de l'Etat,

Le Ministre de la Justice,

**M. WATHELET**

#### MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 93 — 2277

**8 SEPTEMBRE 1993**

**Arrêté ministériel relatif à l'examen  
de candidat commissaire de brigade**

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 206;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 1986 déterminant les conditions de nomination au grade de commissaire de brigade dans la police rurale, et notamment les articles 1<sup>er</sup> et 2, modifié par l'arrêté royal du 25 juin 1991;

Vu le protocole n° 92/10 du 23 novembre 1992 du Comité des services publics provinciaux et locaux;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un examen ouvert aux candidats au grade de commissaire de brigade est organisé chaque année dans le courant du premier trimestre.

5° van degenen die een strafrechterlijke veroordeling in verband met of naar aanleiding van hun handelsbedrijvigheid hebben opgelopen.

#### HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

**Art. 15.** De machtigingen tot het uitoefenen van de ambulante activiteit die bij de inwerkingtreding van deze wet toegekend en nog geldig zijn, blijven geldig voor de vermelde activiteiten en produkten tot aan de vervaldatum ervan.

De aan natuurlijke personen afgegeven machtigingen kunnen hernieuwd worden op aanvraag van de houder, voor zover hij hetzelfde statuut behoudt en de activiteit ononderbroken uitgeoefend werd.

De aan rechtspersonen afgegeven machtigingen kunnen bij het verstrijken ervan toegekend worden aan de natuurlijke personen die bij de inwerkingtreding van deze wet instonden voor het dagelijks bestuur van de onderneming, mits ze haar activiteit niet onderbroken heeft. Ze kunnen hernieuwd worden op aanvraag van de houder indien hij dezelfde functie bij dezelfde rechtspersoon blijft bekleeden.

**Art. 16.** De gemeentereglementen waarbij openbare markten ingericht en georganiseerd worden moeten, binnen een jaar na de inwerkingtreding van deze wet, aangepast worden aan de bepalingen ervan.

De abonnementen die overeenkomstig de bepalingen van de bestaande gemeentereglementen afgegeven zijn vóór de inwerkingtreding van deze wet, blijven geldig tot aan de vervaldatum ervan.

**Art. 17.** De Koning oefent de bevoegdheden, Hem toegekend door de bepalingen van het hoofdstuk I, artikelen 1 tot en met 6, en van het hoofdstuk II van deze wet uit, op de gezamenlijke voordracht van respectievelijk de Ministers die de Middenstand en de Economische Zaken onder hun bevoegdheid hebben en van de Ministers die de Middenstand en de Binnenlandse Zaken onder hun bevoegdheid hebben.

**Art. 18.** De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze wet en van opheffing van de wet van 13 augustus 1986 betreffende de uitoefening van de ambulante activiteiten.

De koninklijke besluiten genomen krachtens voormelde wet blijven van toepassing zolang zij niet gewijzigd of opgeheven worden krachtens de huidige wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 juni 1993.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen  
en Landbouw,

**A. BOURGEOIS**

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

**M. WATHELET**

#### MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN AMBTENARENZAKEN

N. 93 — 2277

**8 SEPTEMBER 1993**

**Ministerieel besluit betreffende het examen  
van kandidaat-brigadecommissaris**

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid op artikel 206;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 1986 tot vaststelling van de voorwaarden voor benoeming tot de graad van brigadecommissaris bij de landelijke politie, inzonderheid op de artikelen 1 en 2, gewijzigd bij koninklijk besluit van 25 juni 1991;

Gelet op het protocol nr. 92/10 van 23 november 1992 van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

**Artikel 1.** Elk jaar wordt in de loop van het eerste trimester een examen georganiseerd voor de kandidaten tot de graad van brigadecommissaris.